

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

GALLOO FRANCE Sin le Noble (ex BARBIER)

364 avenue des Fusillés
59450 Sin-le-Noble

Références : 2023-V1-468
Code AIOT : 0007004038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE Sin le Noble (ex BARBIER) implanté 364 avenue des Fusillés 59450 Sin-le-Noble. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE Sin le Noble (ex BARBIER)
- 364 avenue des Fusillés 59450 Sin-le-Noble
- Code AIOT : 0007004038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GALLOO FRANCE exploite un site de récupération et de stockage de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques ferreux et non ferreux et tout objet en métal, de façon générale.

Des opérations de découpe (cisailage et découpe au chalumeau) et de tri des matières sont également effectuées sur les métaux en vue de leur revente.

L'activité est complétée par une installation de « métallerie » qui est destinée à la réception des

matières apportées par divers fournisseurs tels que les artisans et les particuliers.

Un atelier est également présent sur le site afin de réaliser des travaux de mécanique sur les véhicules de la société (entretien courant, vidange,...) et pour la maintenance des équipements du site (cisaille).

Le site reçoit et regroupe des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), en vue d'une expédition vers un site de démantèlement du groupe GALLOO. Il s'agit d'une activité en petites quantités, issues principalement des apports des particuliers.

L'activité de récupération et de stockage de métaux est menée sur le site depuis 1906. En octobre 2007, la société BARBIER GALLOIS a été rachetée par le Groupe GALLOO. Dans le cadre des enjeux nationaux de valorisation des déchets et dans la perspective d'une pérennisation de l'activité du site, le Groupe GALLOO a réorganisé le site historique afin d'améliorer les conditions d'exploitation et de mettre le site en conformité avec la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site sont actuellement soumises à autorisation d'exploiter au titre d'un arrêté préfectoral en date du 18 juillet 2016 valant par ailleurs également agrément pour l'exploitation d'un centre de véhicules hors d'usage. L'activité VHU n'a jamais été mise en application sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 24/01/23
- Bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Déali
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2.8	Susceptible de suites	au 31/01/24
11	BRUIT	AP Complémentaire du 18/07/2016, article 7.2	Susceptible de suites	sous 2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des ICPE	AP Complémentaire du 18/07/2016, article 1.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.9	Susceptible de suites	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission du rejet n°2	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.13	Susceptible de suites	Sans objet
5	Infiltration des eaux pluviales de toiture (rejet n°3)	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.14	Susceptible de suites	Sans objet
7	Entreposage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 9.1.1.2		
8	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
9	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Susceptible de suites	Sans objet
11	BRUIT	AP Complémentaire du 18/07/2016, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a corrigé plusieurs points qui avaient fait l'objet d'une proposition de mise en demeure lors de l'inspection du 24 janvier 2023. Les constats actualisés permettent d'annuler cette proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/01/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites suite qui avait été actée : susceptible de suites date d'échéance qui a été retenue :1 mois
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : <u>Constats de l'inspection du 24/01/23 :</u> Lors de la visite terrain, il a été constaté que le site était particulièrement encombré dans la zone de l'ancien parc à bennes et dans la zone de stockage à proximité de l'oxycoupage. Cet encombrement ne permet pas de faire de découpe au chalumeau dans cette zone. Cet encombrement est lié à une indisponibilité de la cisaille envoyée au fournisseur pour un upgrade (réfection de toute l'installation électrique notamment). Dans l'attente de la mise en service de la cisaille, l'exploitant a indiqué que les déchets étaient envoyés sur d'autres sites. FSS 1. Il est demandé à l'exploitant de désencombrer le site et de veiller à garantir une bonne

organisation des stockages qui permette, y compris en situation dégradée, de conserver des distances entre îlots de stockage suffisantes pour permettre, en cas de sinistre, une bonne maîtrise de la situation.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

La cisaille est opérationnelle depuis le mois d'avril 2023. Il a été constaté que les voies étaient dégagées et que l'organisation des stockages était correct (cf Planche photographique).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des points de rejets et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.5

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : APMD pas encore signé
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	N° 2	N° 3
Nature des effluents	Eaux domestiques usées	Eaux pluviales de ruissellement (13 529 m ²) Eaux issues de l'entretien du site	Trop plein des cuves de récupération des eaux pluviales de toitures
Traitement interne		Bassin de décantation/tamponnement de 621,7 m ³ avec lame siphonée Séparateur à hydrocarbures	
Dispositions particulières		Vanne de barrage en aval du bassin de décantation Obturbateur en aval du séparateur à hydrocarbures Arrêt des pompes de refoulement	Vanne de barrage
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées	Réseau communal d'eaux usées	Noue d'infiltration de 150 m ³
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Sin-le-Noble	Station d'épuration de Sin-le-Noble	Milieu naturel
Conditions de raccordement	Convention de déversement des eaux usées et pluviales du 18 juillet 2012	Convention de déversement des eaux usées et pluviales du 18 juillet 2012	

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

Une zone spécifique (zone verte) est réservée pour le traitement des eaux pluviales de ruissellement du site.

Cette zone comprend les équipements de traitement des eaux (décanteur, séparateur, puits de pompage et noue d'infiltration) et des espaces verts.

Les effluents du site sont les suivants :

- rejet N°1 : les eaux domestiques qui rejoint le réseau communal puis la station d'épuration de Sin-le-Noble ;
- rejet N°2 : les eaux usées issues de l'entretien du site (nettoyage du site, arrosage des voies de circulation, lavage des véhicules),
- rejet N°2 : les eaux pluviales de voiries
- rejet N°3 : les eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture sont récupérées dans 3 cuves enterrées (1 à proximité des bureaux et 2 près du bâtiment industriel) pour alimenter les sanitaires. Le trop plein est dirigé vers la noue d'infiltration de la zone verte.

Les eaux pluviales de voiries et les eaux usées sont dirigées vers le bassin de décantation de la zone verte. Il y a une première décantation primaire par un écrémage (oilskimmer) puis passage par un séparateur d'hydrocarbures et déshuileur avant de rejoindre le réseau communal. Une vanne de barrage manuelle est bien présente en aval du bassin de décantation.

Par contre, il n'y a pas de vanne de barrage au niveau de la noue d'infiltration. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

Dans son courriel de réponses en date du 14/04/23, l'exploitant avait indiqué que le rejet vers la noue d'infiltration sera équipé d'une vanne afin de pouvoir canaliser les rejets sur site en cas de besoin. L'entreprise de travaux est intervenue le jeudi 20 avril pour mettre en place le dispositif. Des photos ont été transmises après travaux.



Il a été constaté que la vanne a bien été installée (cf planche photographique).

Concernant la réalisation de vérifications périodiques de la vanne, une fiche de contrôle a été mise en place. La fiche de contrôle du 14/11/23 a été consultée. Les contrôles intègrent bien des contrôles sur les vannes de barrage : état visuel, test de fermeture de la vanne. Les contrôles sont prévus à fréquence annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite qui avait été actée : sans suites• date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Un dispositif de disconnexion du rejet n°2 et un dispositif de stockage temporaire des eaux en cas de pollution accidentelle doivent être prévus et installés avant le rejet dans la station d'épuration collective. L'emplacement de ce dispositif de disconnexion est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de ce dispositif de disconnexion sur site. Ce dispositif fait l'objet de vérifications périodiques a minima une fois par an.</p>
Constats : <p><u>Constats de l'inspection du 24/01/23 :</u></p> <p>Les installations de traitement des eaux pluviales ont été vues en visite terrain : bassin de tamponnement/décantation, vanne guillotine, pompes de relevage.</p> <p>Le bassin de décantation permet également le confinement des eaux d'extinction incendie. La vanne de barrage doit alors être fermée manuellement. Une consigne incendie groupe existe. Une autre consigne précise également les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Observation 1. Il convient de compléter la consigne groupe par une procédure interne au site précisant notamment l'identité du personnel chargé de fermer la vanne en cas d'incendie ou de pollution.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la vanne faisait l'objet de vérifications périodiques. Néanmoins, celles-ci ne sont pas formalisées.</p> <p>Observation 2. Il convient de veiller à formaliser les vérifications périodiques réalisées sur la vanne guillotine.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 08/12/23 :</u></p> <p>Des vannes sont présentes au point de rejet n°2 (bassin de tamponnement des eaux pluviales) et au niveau du point de rejet n°3 (noue d'infiltration). En cas d'incendie, la consigne prévoit la fermeture des 2 vannes. Le plan général incendie mentionne bien la fermeture des vannes qui sont identifiées sur le plan et les responsables de cette fermeture (responsable de site et le chef de chantier).</p> <p>Les deux vannes font bien l'objet de vérification périodiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission du rejet n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois

Prescription contrôlée :

Le rejet n°2 défini et décrit à l'article 4.3.5. ci-dessus doit respecter avant leur arrivée dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites d'émission ci-dessous définies :

Paramètres	Valeur réglementaire
Débit maximal	11 m³/h
pH	entre 6.5 et 8.5
MES	60 mg/L
Hydrocarbures	5 mg/L
DCO	240 mg/L
DBO ₅	80 mg/L
Arsenic	0,1 mg/L
Cadmium (Cd)	0,05 mg/L
Zinc (Zn)	2 mg/L
Plomb (Pb)	0,5 mg/L
Chrome (Cr)	0,1 mg/L
Cuivre (Cu)	0,5 mg/L
Mercure (Hg)	0,01 mg/L
Nickel (Ni)	0,1 mg/L
Métaux totaux	15 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l
AOX	5 mg/l
PCB (NF EN ISO 6468)	0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

Les résultats de l'autosurveillance depuis 2019 ont été consultés :

On constate que les métaux totaux n'ont pas fait l'objet de mesures. Or, l'article 10.2.2 de l'APA du 18/07/2016 prescrit une surveillance annuelle pour tous les paramètres. Par ailleurs, faute de disponibilité de créneaux par le laboratoire pendant les épisodes pluvieux selon l'exploitant, le prélèvement sur 24 heures n'a pas été réalisé en 2022. Seul un prélèvement ponctuel a été réalisé. Celui-ci a mis en évidence des dépassements en DCO (243 mg/l pour 240 mg/l autorisés) et en Zinc (3,2 mg/l pour 2mg/l autorisés).

Observation 4. Il convient de revoir l'organisation des mesures sur les eaux pluviales pour réaliser un prélèvement représentatif de l'activité du site sur une période de 24 heures. Par ailleurs, il conviendra d'intégrer sur les prochaines mesures une mesure des métaux totaux.

FSS 2. Il est demandé à l'exploitant de réaliser un prélèvement sur 24 heures des eaux pluviales dans les plus brefs délais. Les mesures devront inclure les métaux totaux.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

Le dernier rapport d'analyses (mesures du 13 au 14 novembre 2023) a été consulté. L'ensemble des paramètres a bien été analysé. Aucun dépassement n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Infiltration des eaux pluviales de toiture (rejet n°3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.14

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : susceptible de suites / proposition de mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois / 2 mois

Prescription contrôlée :

L'infiltration des eaux pluviales sur le site est interdite hormis les eaux pluviales de toiture définies à l'article 4.3.5. du présent arrêté correspondant au rejet n°3.

La superficie des toitures dont les eaux pluviales font l'objet de l'infiltration est de 1 138 m².

L'ouvrage d'infiltration doit être visitable et régulièrement entretenu de manière à garantir son bon fonctionnement en permanence. L'exploitant assure un nettoyage régulier et efficace (notamment après la chute des feuilles) de son ouvrage d'infiltration.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par l'exploitant. Sur ce cahier figurera la programmation des opérations d'entretien ainsi que, pour chaque opération réalisée, les observations formulées, les quantités et la destination des déchets évacués. Il sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Toutes les dispositions sont prises pour empêcher la pollution de l'ouvrage d'infiltration en cas d'incendie.

Un dispositif de disconnexion du rejet dans le milieu naturel et un dispositif de stockage temporaire des eaux en cas de pollution accidentelle doivent être prévus et installés avant le rejet dans le milieu naturel.

L'emplacement de ce dispositif de disconnexion est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de ce dispositif de disconnexion sur site.

Ce dispositif fait l'objet de vérifications périodiques a minima une fois par an.

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

La noue d'infiltration a été vue en visite terrain. L'exploitant n'a pas mis en place de cahier d'entretien permettant de formaliser les actions d'entretien faites sur l'ouvrage d'infiltration.

FSS 3. Il convient de mettre en place ce suivi.

Le dispositif de disconnexion du rejet dans le milieu naturel n'a pas été mis en place. Une mise en demeure est proposée sur ce point (Cf point de contrôle N°2).

En cas de présence du dispositif de disconnexion, les eaux repartiraient vers le bassin de tamponnement en cas de situation incidentelle.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

La vérification de l'état de l'ouvrage d'infiltration est prévue dans la fiche de contrôles de la noue d'infiltration et de la vanne de barrage associée : état visuel, odeur, présence d'eau, présence de végétaux.

Le nettoyage de la noue d'infiltration est déclenché si une non-conformité liée à ce paramètre est signalée dans la fiche de vérification (ex : accumulation de feuilles mortes). La fréquence de contrôle via la fiche de réalisation est quant à elle reprise dans le calendrier annuel du site. Le prochain contrôle est planifié au 17/05/24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites
- suite qui avait été actée : proposition de mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système d'alarme sonore audible de tout point du bâtiment doté d'une autonomie minimale de cinq minutes ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés de DN 33 mm, conformément aux normes françaises S 61 201 et S62201 ou à la règle R5 de l'APSA ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs).

- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

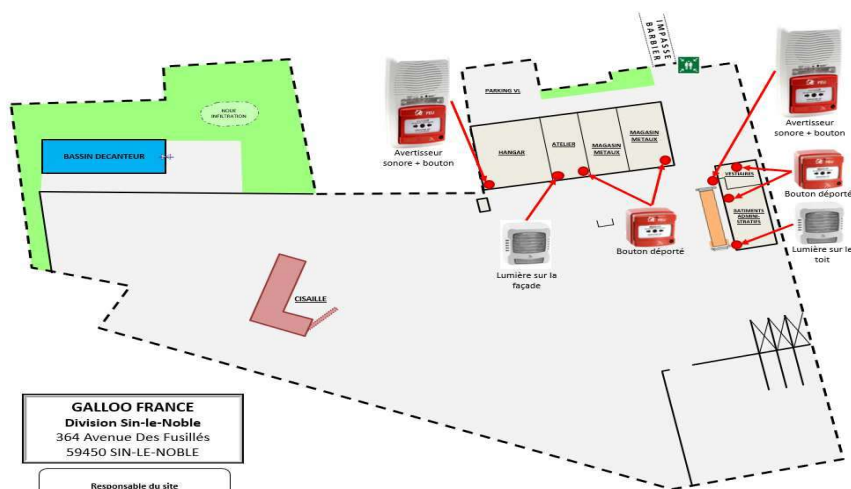
En dehors des heures ouvrées, le site est relié à un système de télésurveillance afin d'alerter les responsables de site et qui alertent après la levée de doute les services de secours en cas d'incendie.

Le site n'est pas équipé d'alarme sonore.

Le site n'est pas équipé de système de détection automatique d'incendie. L'arrêté ministériel du 06 juin 2018 précise bien que la détection doit être présente dans «*les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;*»

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

L'exploitant a mis en place un dispositif d'alarme sonore comportant un avertisseur sonore possédant une autonomie minimale de 5 minutes, qui sera perceptible en tout point du chantier (90 dB à 2m). Le plan d'implantation est présenté ci-dessous :



Les dispositifs ont été vus lors de la visite terrain (Cf planche photographique).

Concernant le système de détection incendie, une offre technique avait été transmise à l'inspection par courriel du 13/04/23. Le dispositif est composé de différents capteurs adaptés aux risques des différentes zones avec des détecteurs de fumées et points chauds dans les box et des

<p>détecteurs chauffants au niveau de la cisaille.</p> <p>En cas de détection, une alerte sera transmise par téléphone à une liste de salariés prédéfinie (responsable de site...) avec des appels en cascade.</p> <p>L'offre de travaux signée a été transmise par courriel du 13/12/23. Il est prévu une fin des travaux pour fin janvier 2024.</p> <p>Fait susceptible de suite 1. Il convient de transmettre les documents de récolement des travaux une fois les détecteurs mis en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.2
Thème(s) : Autre, Autre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite qui avait été actée : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 24/01/23 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que des travaux étaient en cours. Ainsi, le temps des travaux les tournures et moteurs ont pu être entreposés en dehors des box prévus à cet effet. Or, ces derniers comportent un sol bétonné et sont équipés d'une rigole afin de récupérer et acheminer les éventuels rejets huileux de ces produits vers des cuves de stockage enterrées et à double paroi.</p> <p>FSS 4. Il est donc demandé à l'exploitant de veiller à entreposer les tournures et les moteurs dans les box prévus à cet effet.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 08/12/23 :</u></p> <p>La visite terrain a permis de constater que les différents déchets étaient entreposés dans les box ad hoc : les batteries par exemple étaient bien entreposées dans le box prévu à cet effet (sol bétonné et box protégé des intempéries).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite qui avait été actée : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrants et sortants du site, incluant les déchets générés sur le site, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 précité. Ce registre permet de suivre la gestion d'un déchet entrant dans les installations depuis l'aire de réception jusqu'à son expédition. Le registre des déchets contient a minima les informations suivantes :</p> <p>1. Réception :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception des déchets ;- le nom et l'adresse du détenteur des déchets entrants ;- le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;- la nature et la quantité de chaque déchet reçu ;- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets entrants ;- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de récépissé, conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ;- le numéro d'immatriculation du véhicule. <p>2. Expédition :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition des déchets ou des lots correspondants ;- le nom et l'adresse du destinataire ;- le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ;- le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants ;- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ;- le numéro d'immatriculation du véhicule ;- l'opération de traitement qui va être opérée.
Constats : <p><u>Constats de l'inspection du 24/01/23 :</u></p> <p>Le registre des déchets a été consulté. Il en résulte que:</p> <ul style="list-style-type: none">• Le numéro des bordereaux de suivi des déchets entrants est repris dans le logiciel track déchets mais pas dans le registre informatisé. L'exploitant a indiqué que ce point serait corrigé dans l'année à venir, un nouveau logiciel va être déployé sur les sites.• Le numéro d'immatriculation ne figure pas dans le registre mais dans le logiciel LISA, sauf pour les particuliers.• L'information relative à l'opération de traitement opérée n'est pas exhaustive et nécessite d'être complétée. <p>FSS 5. Il convient de compléter les informations contenues dans le registre selon les constats ci-dessus.</p>

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

Le projet de nouveau logiciel qui devait être déployé sur les sites du groupe n'a finalement pas abouti. Le registre des déchets est dématérialisé via le logiciel LISA. Les informations relatives au numéro du BSD et à l'opération de traitement opéré ne sont pas renseignées dans le logiciel. L'exploitant a imprimé pour preuve un BSD correspondant à la dernière évacuation des batteries qui intègre l'opération de traitement réalisée. Les opérations de traitement externes sont limitées.

Observation 1. Il a été convenu avec l'exploitant lors de l'inspection que ces informations puissent être enregistrées dans l'onglet « commentaires ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.2

Thème(s) : Autre, Autre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : observation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique. Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place. En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément. La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet. En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

Une procédure a été définie pour la gestion d'un déclenchement de l'alarme des détecteurs de la

radioactivité.

En cas de détection confirmée de radioactivité, l'exploitant a indiqué que la benne incriminée est isolée sur une aire spécifique du site, à l'intérieur du parc à métaux, zone à l'écart de poste de travail permanent.

Observation 3. Il convient de préciser dans la procédure l'emplacement de l'aire d'isolement.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

L'emplacement de l'aire de l'isolement en cas de détection confirmée de radioactivité a été précisé sur le plan général des moyens de défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : proposition de mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

Constats de l'inspection du 24/01/23 :

Le site est situé à moins de 100 mètres d'habitations.

Lors de la visite terrain, il a été constaté que les hauteurs des déchets entreposés dépassaient les 3 mètres notamment dans la zone de stockage à proximité de la cisaille.

Ce point fait l'objet d'une mise en demeure.

Constats de l'inspection du 08/12/23 :

La cisaille étant de nouveau opérationnelle, le stock de marchandises entreposées au fond du chantier a été réduit pour atteindre les hauteurs prescrites (Cf planche photographique).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : BRUIT

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2016, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, NUISANCES SONORES

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques

Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	Période de jour allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22h à 7h, sauf dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

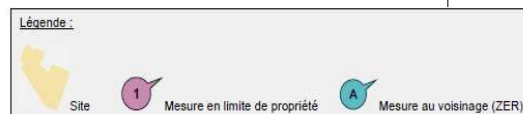
Article 7.2.3. Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

Une plainte pour bruit a été transmise en préfecture en date du 27 avril 2023. Lors de l'inspection, le dernier rapport acoustique a été consulté. Les mesures ont été réalisées en juin 2023, après la mise en place de murs anti-bruit au niveau de la cisailleuse.

Les points de mesure ont été placés selon le plan ci-dessous.



On constate les résultats suivants :

- Le site est conforme à la réglementation pour les niveaux sonores mesurés en limite de propriété.
- Les émergences sonores mesurées au voisinage du site sont conformes à la réglementation aux points A et B. Le plaignant est localisé au niveau de ces points.
- Un dépassement de l'émergence sonore est constaté au point C de 1,5 dBa en période diurne.
- On constate une baisse des niveaux sonores aux points A et B qui étaient non conformes lors de la campagne de mesures de 2022 (installation de murs anti-bruit).

Il est à noter que le point C est situé à côte de l'entrée du site. La maison située à l'entrée du site à l'est appartient au site, personne n'y vit à l'heure actuelle. La maison à l'ouest est celle de l'ancien propriétaire du site.

A noter que les émergences peuvent varier fortement en fonction de l'activité sur site, de la position des opérateurs et également pour le point C du bruit des moteurs des véhicules accédant au site.

Fait susceptible de suite 2. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives et de refaire des mesures au niveau du point C pour justifier de la conformité de l'émergence en ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suites